

MAIRIE D'EPINAY-SUR-SEINE

1-3 Rue Quétigny
93806 Epinay-sur-Seine



Travaux d'installation d'une Centrale de Traitement d'Air double-flux - Écoles élémentaires V. Hugo 1 & 2

REGLEMENT DE CONSULTATION













(RC)

Référence du marché : 250019

Le titulaire est alerté sur l'existence d'une visite de site pour ce marché

Date et heure limites de remise des plis : 7 juillet 2025 à 12h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Travaux d'installation d'une Centrale de Traitement d'Air double-flux - Écoles élémentaires V. Hugo 1 & 2</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Mairie d'Epinay-sur-Seine Hôtel de Ville - 1-3 rue Quetigny 93800 - EPINAY-SUR-SEINE</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur : https://marches.maximilien.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'Acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique. Néanmoins, l'Acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Aucune variante n'est demandée, ni autorisée.</p>
	<p>La consultation comporte des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45331210-1 : Travaux d'installation de ventilation</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet de la consultation	4
1.2. Durées du marché et des travaux	4
ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
3.1. Procédure de passation.....	5
3.2. Allotissement	5
3.3. Négociation	6
3.4. Pour obtenir des renseignements complémentaires	6
3.5. Visite de site.....	6
ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	7
4.1. Dossier de candidature	7
4.2. Sous-traitance.....	9
4.3. Groupements d'opérateurs économiques	9
ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	10
5.1. Présentation du dossier d'offre	10
5.2. Variantes	10
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles	10
5.4. Délai de validité	10
ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	11
ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	13
ARTICLE 10. CLAUSES DIVERSES	14
10.1. Codes CPV	14
ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE.....	15

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Contexte

Les élémentaires Victor Hugo 1 & 2 situées 17 rue Victor Hugo à Epinay-sur-Seine constituent un bâtiment construit dans les années 1940. Les menuiseries extérieures ont toutes été remplacées en 2020. Depuis, les salles de classe des niveaux 1 et 2 souffrent d'un confort d'été dû à de fortes températures. Il est donc prévu pour remédier à ce problème d'installer une Centrale de Traitement d'Air double flux dans ces étages.

Objet du marché

Le marché vise, donc, à désigner les entreprises qui réaliseront les travaux précités pour la mise en place d'une centrale de traitement d'air double flux sur les écoles élémentaires Victor Hugo 1&2.

Les prescriptions techniques sont détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution : Écoles élémentaires Victor Hugo 1 & 2, 17 rue Victor Hugo, 93800 EPINAY-SUR-SEINE

1.2. Durées du marché et des travaux

Durée du marché :

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG travaux, la durée du marché commence à courir à partir de la date de démarrage des travaux fixée par ordre de service et s'achèvera à la date de réception des travaux.

Durée totale des travaux :

La durée totale du marché, composée de la période de préparation chantier et de la période d'exécution des travaux, est de 6 mois.

➤ Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 1 mois est prévue.

Caractéristiques de la période de préparation :

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, **un ordre de service précisera la date à laquelle démarre la période de préparation.**

➤ Période d'exécution des travaux :

Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois.

Caractéristiques du délai d'exécution des travaux :

Conformément aux dispositions de l'article 18.1.1 du CCAG Travaux : **un ordre de service précisera la date à partir de laquelle démarre la période de travaux.**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans la période d'exécution des travaux.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Règlement Consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cadre de mémoire technique établi par l'Acheteur, complété par le candidat,
- L'annexe 1 : Plans (façades et distributions)
- La Notice technique
- Le DC1 – Lettre de candidature
- Le DC2 – Déclaration du candidat individuel
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

L'Acheteur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : L'Acheteur décide de ne pas allouer le marché car son objet ne permet pas de dissocier différentes prestations.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation avec les **3 premiers candidats** arrivés en tête du classement de la première analyse des offres.

La négociation consistera :

- en un ou plusieurs échanges de courriers ou de courriels,
- et/ou en un entretien d'une durée maximale d'une heure à l'Hôtel de Ville d'Epinay-sur-Seine.

A l'issue des négociations, les **3 candidats** produiront, le cas échéant, un écrit retraçant l'ensemble des informations relatives à leur offre négociée.

L'offre négociée remplacera ou complètera l'offre initiale.

Les éléments de négociation seront intégrés dans le rapport d'analyse des offres et notés dans le tableau « après négociation » afin d'obtenir le classement final.

Néanmoins, l'Acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

3.4. Pour obtenir des renseignements complémentaires

L'ensemble des renseignements complémentaires doivent être obtenus par le biais du profil de l'Acheteur à savoir <https://marches.maximilien.fr/>

3.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux, celle-ci est obligatoire.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Les candidats devront prendre rendez-vous auprès de :

Monsieur Vincent BOUTILLON
Chargé de mission fluides et lots techniques
Direction Générale des Services Techniques
Tél : 01.49.71.79.85 - Port : 06 18 95 23 02
vincent.boutillon@epinay-sur-seine.fr

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Un DUME ou les imprimés DC1 et DC2 disponibles à l'adresse : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires
2	Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique, qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D.8222-5-3° du Code du travail) ; si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents.
3	Déclaration indiquant le chiffre d'affaires global pour les 3 dernières années.
4	Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
5	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
6	Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (<i>document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants</i>).

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une déclaration indiquant les effectifs avec la répartition femmes/hommes et les moyens mis en œuvre en faveur de l'égalité femmes-hommes, moyens annuels du candidat ou mis à la disposition du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou au cours de(s) l'année(s), précédant l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années.
2	Liste des principaux travaux réalisés au cours des trois dernières années, notamment ceux concernant les missions similaires indiquant le montant, la date et la qualité du destinataire public ou privé.
3	Liste de l'outillage, matériels et équipement dont dispose le candidat pour réaliser des prestations de même nature.
4	Certificats de qualifications professionnelles : <i>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualification professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat</i>

En cas d'impossibilité justifiée de produire les documents susmentionnés, notamment en cas de société nouvellement créée, les candidats pourront justifier de leurs capacités financières, techniques et professionnelles par tout autre moyen.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;

- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou ne peut produire pendant le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats. Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Chaque membre du groupement devra fournir les pièces du dossier relatif à la candidature énumérée ci-dessus. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Au stade de l'attribution du marché, le candidat retenu aura à produire les pièces suivantes :

- Le formulaire NOTI2 rempli et accompagné des pièces demandées
- Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité

Les candidats qui le souhaitent peuvent d'ores et déjà présenter ces pièces dans leur dossier de candidature.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement <i>Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.</i>
2	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en format PDF et Excel. <i>Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro</i>
3	Le cadre de mémoire dûment complété par le candidat
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour chaque prestation supplémentaire éventuelle obligatoire sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière.

Le maître d'ouvrage choisit de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles obligatoires lors de la signature du contrat. S'il décide de les retenir, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

Deux PSE sont sollicités aux candidats :

1. PSE1 concerne la mise en peinture des gaines.
2. PSE2 concerne la cession par l'Acheteur des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Prix (1)	60
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	40
2.1	Qualité des matériels proposés <i>Au vu des fiches techniques des matériels que le candidat prévoit dans son offre, pour effectuer les travaux</i>	20
2.2	Méthodologie, fiches techniques des matériaux et produits que le candidat prévoit dans son offre, pour effectuer les travaux	10
2.3	Garanties et S.A.V. (Service Après-Vente) proposés par le candidat	5
2.4	Qualité environnementale	5
Pondération totale des critères d'attribution :		100

(1) Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées sur les DPGF, elles seront rectifiées en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

L'attention des candidats est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

Important : une adresse électronique générique devra être indiquée au moment du dépôt du pli électronique de façon à faciliter les échanges avec les candidats.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société,
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP,
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique,
- Le Relevé d'identité bancaire - RIB,
- L'Extrait K-bis.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex – Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Les renseignements pour l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex

Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Cette consultation peut faire l'objet des voies de recours dans les délais d'introduction suivants :

- recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet,
- recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet ou de la publication de l'avis d'attribution, à l'encontre des décisions faisant grief,
- référé précontractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-1 et s. du CJA).
- recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (voir arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007, Sté Tropic Signalisation, n°291545). Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande distincte de référé-suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).
- référé contractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-13 et s. du CJA).

ARTICLE 10. CLAUSES DIVERSES

10.1. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant :

- 45331210-1 - Travaux d'installation de ventilation

ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

**Travaux d'installation d'une Centrale de Traitement d'Air double-flux –
Écoles élémentaires V. Hugo 1 & 2**

**Réf. du marché : 250019
Procédure : procédure adaptée**

Je soussigné :

représentant la Mairie d'Epinay-sur-Seine

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui
permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le Soumissionnaire,

Pour la Mairie d'Epinay-sur-Seine,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.